

2. Comme les études se sont limitées à la section internationale du Saint-Laurent, les données recueillies sur la qualité de l'eau ne peuvent s'appliquer aux conditions de l'eau a) à Tadoussac, b) à Québec, c) à Trois-Rivières et d) à Montréal.

UN COMITÉ D'ÉTUDE DES RÉPERCUSSIONS
DE LA SÉPARATION DU QUÉBEC

Question n° 1904—**M. Coates:**

1. Le gouvernement a-t-il établi un comité spécial créé pour étudier les répercussions qu'auraient pour le Canada une séparation éventuelle du Québec et, dans l'affirmative, a) quand le gouvernement recevra-t-il le rapport préliminaire et le gouvernement a-t-il l'intention de rendre publiques les conclusions de ce rapport, b) quelle est la date du rapport définitif présenté au gouvernement et à quelle date sera-t-il déposé à la Chambre des communes?

2. Sur quelles industries porte l'étude de ce comité pour permettre de mesurer avec une exactitude suffisante l'interdépendance des régions?

3. Les études de mobilité de la main-d'œuvre entre régions sont-elles terminées et, dans la négative, quand le seront-elles, et ces renseignements seront-ils communiqués au public?

4. Y aura-t-il une évaluation en dollars de la perte en revenus dont dispose actuellement le gouvernement du Québec qui résulterait de la séparation, ainsi qu'une évaluation en dollars que représenterait pour le gouvernement fédéral la perte des impôts qui proviennent actuellement de la province de Québec?

M. J. E. Walker (secrétaire parlementaire du premier ministre): 1. Non.

2, 3 et 4. Sans objet vu la réponse à la partie I.

L'ÉTUDE DE LA SÉCESSION DU QUÉBEC

Question n° 1915—**M. Robinson:**

1. Le gouvernement fédéral a-t-il reçu du lieutenant-gouverneur ou du gouvernement du Québec une copie du discours du trône prononcé devant l'Assemblée nationale de Québec en février 1969?

2. Le gouvernement fédéral a-t-il étudié la possibilité de la séparation du Québec du reste de la confédération?

3. Le gouvernement fédéral a-t-il étudié les conséquences d'ordre a) économique, b) social, c) culturel, d) linguistique qu'entraînerait la séparation du Québec du reste du Canada?

M. J. E. Walker (secrétaire parlementaire du premier ministre): 1. Oui.

2 et 3. Non.

QUESTIONS TRANSFORMÉES
EN ORDRES DE DÉPÔT
DE DOCUMENTS

LA COMPÉTENCE LINGUISTIQUE DANS
LES MINISTÈRES

Question n° 811—**M. Caouette:**

1. Dans chacun des ministères du gouvernement, quels sont ceux qui sont chargés de recueillir ac-

tuellement des renseignements sur les connaissances linguistiques de ses effectifs, et quel poste occupent-ils présentement?

2. Dans chacun de ces ministères, qui est chargé de recueillir le personnel?

3. Est-il a) bilingue, b) ne parle-t-il que le français, c) ne parle-t-il que l'anglais?

(Le document est déposé.)

LE MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE—LES
PROGRAMMES DE PRÊTS

Question n° 1170—**M. Saltsman:**

1. Le ministère de l'Industrie a combien de programmes de prêts destinés à apporter une aide financière à l'industrie canadienne et quelles sont les dépenses annuelles absolues que ces programmes ont entraînées depuis leur entrée en vigueur?

2. Quels sont les objectifs et les conditions de financement de ces programmes de prêts?

(Le document est déposé.)

LES SUBVENTIONS OU PRÊTS À LA
«DOUGLAS AIRCRAFT»

Question n° 1251—**L'hon. M. MacLean:**

1. Le ministère de l'Industrie, le ministère de la Défense nationale ou un autre ministère a-t-il accordé ou prêté des fonds à la Douglas Aircraft of Canada au cours des trois dernières années?

2. Dans le cas de l'affirmative, a) quels étaient les montants, b) s'agissait-il de prêts ou de subventions, c) en vertu de quel programme, d) à quelles conditions répondait la compagnie et e) s'il s'agit d'un prêt, quels étaient le taux d'intérêt et les conditions de remboursement?

3. A quelle fin étaient destinés ces prêts ou ces subventions?

(Le document est déposé.)

LES BAUX LIANT LE GOUVERNEMENT

Question n° 1455—**M. Coates:**

1. Par combien de baux d'une durée d'un an ou plus et prévoyant un loyer annuel de plus de \$50,000 le gouvernement fédéral est-il lié à des entreprises ou à des particuliers?

2. Dans chaque cas, comment s'appelle l'entreprise ou le particulier, quelle est la durée du bail, où sont situés les locaux loués, quel est le loyer annuel et à quelle date le bail expire-t-il?

(Le document est déposé.)

LES DÉPENSES RELATIVES AUX INSTALLA-
TIONS D'ENSEIGNEMENT SANITAIRE

Question n° 1469—**M. Orlikow:**

Au cours des dix dernières années, combien le gouvernement fédéral a-t-il déboursé pour l'aménagement, la construction et l'équipement d'installations d'enseignement sanitaire à chacun des postes suivants: a) subventions pour la construction d'hôpitaux, b) subventions nationales à l'hygiène, c) subventions à l'hygiène en général, d) Conseil national de recherches, e) Conseil de recherches médicales, f) caisse d'aide à la santé et g) autres?

(Le document est déposé.)